



En Bref

Énergie

- L'Inde assouplit le processus de candidature pour être autorisé à fournir les équipements dans les appels d'offre d'Etat pour des projets d'énergie solaire.
- Les premiers appels d'offre sur l'éolien offshore seront lancés cette année dans le Tamil Nadu et le Gujarat pour une capacité totale de 5 GW.

Transport

- Le gouvernement réduit les subventions à l'achat de deux roues électriques fabriqués en Inde.
- L'Inde est en voie de devenir un hub mondial pour la construction de navires verts, notamment à destination de clients européens.
- Un tronçon de 100km construit en 100 heures sur l'autoroute Ghaziabad-Aligarh.
- La société française Alstom a gagné un appel d'offres pour la fabrication de 100 trains Vande Bharat pour l'Inde.

Ville

- Le cabinet ministériel de l'Inde approuve le programme CITIIS 2.0 de l'AFD et KfW pour soutenir des projets urbains avec une composante climatique dans certaines villes et États indiens.

Environnement

- Pour répondre à la mise en place du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières par l'UE, l'Inde souhaite développer des standards nationaux de mesure du contenu carbone.
- L'Inde est particulièrement vulnérable au changement climatique sur le plan physique, mais aussi économique avec les impacts des futures politiques de transition à mettre en œuvre.
- Les innovations du e-commerce pour limiter son empreinte environnementale.



Numérique

- Atos va fournir des nouveaux supercalculateurs à l'Institut indien de météorologie de Pune (contrat à 102 M EUR), triplant la puissance de calcul actuelle du centre.
- Le cabinet ministériel de l'Inde a approuvé la deuxième édition de son programme d'incitation à la production domestique de matériel informatique, avec un budget de 2 Mds EUR.
- Airtel prévoit d'implanter en Afrique sa filiale Nxtra, spécialisée dans les centres de données.

Énergie

L'Inde assouplit le processus de candidature pour être autorisé à fournir les équipements dans les appels d'offre d'Etat pour des projets d'énergie solaire.

Le Ministry of New and Renewable Energy (MNRE) a annoncé le 15 mai une révision des modalités d'inscription sur la liste des fournisseurs d'équipements solaires autorisés (Approved List of Models and Manufacturers, ALMM). Cette liste identifie les fournisseurs installés en Inde qui sont autorisés à répondre aux appels d'offre de l'État concernant les projets d'installation solaire. La mise en place de cette liste s'inscrit dans le cadre d'une stratégie nationale pour développer une filière domestique de production de panneaux solaires. En effet, alors que le solaire est au cœur de sa transition énergétique, l'Inde importe 85% de ses panneaux, dont 80% sont d'origine chinoise.

L'instauration de cette liste de fournisseurs a cependant connu des difficultés, notamment une suspension de son application jusqu'à la fin de l'année fiscale 2023-2024 car la production domestique n'est pas suffisante pour répondre à l'objectif gouvernemental de 280 GW de puissance solaire installée en 2030 (contre près de 70 GW aujourd'hui).

La réforme du processus de candidature est un effort pour diminuer le coût d'enregistrement (frais de dossier réduits de 80 %) et faciliter les inscriptions. De plus, la durée de validité de l'autorisation a été étendue, passant de 2 à 4 ans.

[En savoir plus](#)

Les premiers appels d'offre sur l'éolien offshore seront lancés cette année dans le Tamil Nadu et le Gujarat pour une capacité totale de 5 GW.

Le Tamil Nadu et le Gujarat ont un potentiel de 70 GW en éolien offshore, ce potentiel est supérieur à la puissance actuellement installée dans le monde (64 GW). Les deux États bénéficient en effet de vents côtiers favorables et d'une surface côtière importante.

Des appels d'offre d'une puissance cumulée de 37 GW sont déjà prévus par le Ministry of New and Renewable Energy (MNRE) jusqu'en 2030, dont 5 GW cette année. Le premier appel d'offres devrait être publié dans quatre à six semaines et les Etats du Tamil Nadu et du Gujarat ont annoncé qu'ils achèteraient pour ce premier appel d'offres l'électricité produite à 4 roupies par kWh (4,5 centimes d'euros). Le MNRE envisage par ailleurs la mise

en place d'un soutien public pour assurer la viabilité économique des premiers projets (*viability gap funding*).

[En savoir plus](#)

Transport

Le gouvernement réduit les subventions à l'achat de deux roues électriques fabriqués en Inde.

Le gouvernement a annoncé qu'il diminuait la subvention à l'achat de deux-roues électriques fabriqués en Inde. A partir du 1er juin, le programme Faster Adoption of Manufacturing of Electric vehicles (FAME II) ne versera plus que 10 000 roupies (112 EUR) de subventions par kWh de capacité de batterie, contre 15 000 roupies auparavant, dans la limite de 15% du prix d'achat (40 % auparavant). C'est un compromis atteint avec les fabricants de scooters électriques, en échange de l'extension du programme, qui continuera ainsi jusqu'à la fin de l'année fiscale 2023-2024.

La phase deux de FAME a été lancée par le Ministère des Industries Lourdes en avril 2019 pour 3 ans, et a été prolongée jusqu'en mars 2024, pour un budget de 1,1 Mds EUR (100 Mds INR). Ce plan est ciblé sur la demande, en subventionnant l'achat de véhicules électriques : publics et commerciaux pour les trois-roues, les voitures et les bus, et privés pour les deux-roues.

[En savoir plus](#)

Un tronçon de 100km construit en 100 heures sur l'autoroute Ghaziabad-Aligarh.

Le Ministère du Transport Routier et des Autoroutes a annoncé la construction d'un tronçon de 100km de l'autoroute Ghaziabad-Aligarh, dans l'Uttar Pradesh en un temps record de 100 heures. Cette autoroute permet le transport de fret entre différents centres industriels et zones agricoles, participant ainsi au développement de la région.

Ce record, souligné par le Premier Ministre Modi, démontre l'avancement de l'expertise indienne en construction d'infrastructures routières. L'utilisation de la technologie de recyclage à froid sur place a permis d'utiliser à 90% des matériaux recyclés et de réduire significativement la consommation de pétrole et les émissions de gaz à effet de serre. Cela illustre l'engagement des pouvoirs publics indiens pour une conception plus durable des infrastructures.

[En savoir plus](#)

La société française Alstom a gagné un appel d'offres pour la fabrication de 100 trains Vande Bharat pour l'Inde.

La société française Alstom a gagné un appel d'offres pour la fabrication de 100 trains en aluminium destinés à l'express indien Vande Bharat. Alstom a soumis une offre de 17 M EUR par train contre une offre de 19,2 M EUR soumise par son concurrent Medha Servo Drives d'Hyderabad. Ces premiers trains Vande Bharat équipés de couchettes seront mis en service d'ici le premier trimestre 2024.

Ces nouveaux trains sont plus légers que les anciens trains en acier inoxydable et pourront rouler à une vitesse de 200 km par heure (25 % plus rapide que les anciens modèles). Les voies ferrées sont en cours de modernisation afin que les trains puissent circuler à des vitesses plus élevées.

Ces 100 nouveaux trains s'ajoutent aux 120 trains qui seront fabriqués par la société russe TMH en partenariat avec le consortium indien RVNL, et aux 80 trains fabriqués par le consortium Titagarh wagons et Bharat Heavy Electricals Limited (BHEL).

[En savoir plus](#)

Ville

Le cabinet ministériel de l'Inde approuve le programme CITIIS 2.0 de l'AFD et KfW pour soutenir des projets urbains avec une composante climatique dans certaines villes et états indiens.

Le programme CITIIS 2.0 (City Investments to Innovate, Integrate and Sustain 2.0) de l'Agence française de développement (AFD) a été approuvé par le cabinet ministériel de l'Inde.

Le programme a été conçu en partenariat avec le ministère du logement et des affaires urbaines (MoHUA), la banque de développement allemande KfW, l'Union européenne et le think tank National Institute of Urban Affairs (NIUA).

Le programme dispose d'un budget total de 200 M EUR provenant de l'AFD et de la KfW et d'une subvention d'assistance technique de l'UE de 12 M EUR. Il se déroulera sur 4 ans, de 2023 à 2027.

Il s'agit de la deuxième édition du programme CITIIS. La première a été lancée en 2018 avec un budget de EUR 106 M EUR. CITIIS 2.0 s'appuiera sur les enseignements du programme précédent et mettra l'accent sur les projets qui favorisent le renforcement de la résilience climatique, l'adaptation et l'atténuation, ainsi que l'économie circulaire, par exemple avec la gestion

intégrée des déchets au niveau de la ville. Les projets seront sélectionnés dans le cadre d'un appel à projets.

Le programme comporte trois volets :

- Des projets de résilience climatique ou de gestion des déchets provenant de 18 villes du programme smart cities au maximum
- Un soutien aux Etats et Territoires de l'Union pour mener des actions en lien avec le changement climatique
- Des interventions à 3 niveaux (centre, état et ville) pour le partage des connaissances et le renforcement des capacités des institutions publiques.

[En savoir plus](#)

Environnement

Pour répondre à la mise en place du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières par l'UE, l'Inde souhaite développer des standards nationaux de mesure du contenu carbone.

L'Inde s'inquiète de l'impact de la mise en place à partir de 2026 du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) sur ses exportations (acier, aluminium, engrais, ciment ...) à destination de l'UE. Le MACF pourrait en effet concerner 1,8 % des exportations de l'Inde.

Pour y répondre, le Bureau of Energy Efficiency (BEE), agence gouvernementale sous l'autorité du Ministère de l'Energie, travaille sur des standards pour mesurer le contenu carbone des produits fabriqués en Inde. Des premières réunions interministérielles se sont ainsi tenues regroupant notamment le Ministère du Commerce, de l'Environnement, de l'Energie et de l'Acier. L'objectif est que l'UE reconnaisse la méthode de certification du contenu carbone qui sera retenue par la BEE pour éviter aux exportateurs indiens de se voir attribuer des valeurs de contenu carbone par défaut qui pourraient les pénaliser.

[En savoir plus](#)

L'Inde est particulièrement vulnérable au changement climatique sur le plan physique, mais aussi économique avec les impacts des futures politiques de transition à mettre en œuvre.

L'Inde est le septième pays le plus vulnérable au changement climatique d'après le Global Climate Risk Index 2021. La question du coût économique du changement climatique et de la vulnérabilité de l'économie indienne est une préoccupation évidente. Le changement climatique a deux effets physiques majeurs en Inde, l'augmentation des températures et l'irrégularité des moussons. Les risques associés menacent la santé de la population : selon Niti Aayog, 600 millions de

personnes sont en situation de stress hydrique. 34 millions d'emplois risquent de disparaître à horizon 2030 selon une étude de la Banque Mondiale.

Le changement climatique entraîne également un risque économique, lié à l'impact de la transition vers une économie bas carbone. Des études révèlent que l'atteinte de la neutralité carbone en 2050 entraînerait une baisse de PIB plus limitée sur le long terme qu'un scénario sans mise en œuvre de politiques publiques supplémentaires. Cependant, cet effort entraînerait une inflation très forte sur les 10 prochaines années – beaucoup plus que d'autres scénarios moins ambitieux.

L'Inde doit donc trouver un équilibre entre sa stabilité économique et la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre, exercice qui deviendra d'autant plus difficile alors qu'elle tente d'atteindre ses deux objectifs parfois contradictoires de développement économique en 2047 et de neutralité carbone en 2070.

[En savoir plus](#)

Les innovations du e-commerce pour limiter son empreinte environnementale.

Bien qu'aucune étude d'ampleur n'ait été réalisée spécifiquement sur le sujet, l'essor du e-commerce en Inde a fortement participé à l'augmentation de l'utilisation de plastiques à usage unique au cours des dernières années. Toutefois, on observe actuellement des changements au niveau de toute la chaîne de valeur : solution d'une start-up pour les livraisons des restaurants dans des boîtes en métal collectées et lavées après utilisation, livraison sans sac proposée par Bigbasket, option « sans couverts » mise en œuvre par Zomato. De nombreuses entreprises expérimentent des emballages alternatifs sans plastique et recourent de plus en plus souvent à des livraisons en véhicule électrique.

Plusieurs difficultés demeurent. Les emballages alternatifs restent plus chers et moins adaptés (notamment pour les emballages de nourriture) que le plastique et les investissements pour la recherche sur ces matériaux sont peu importants. La question de l'hygiène constitue un frein important pour de nombreux consommateurs. In fine, ces améliorations restent marginales par rapport à une remise à plat du modèle de consommation moderne de livraison rapide.

[En savoir plus](#)

Numérique

Atos va fournir des nouveaux supercalculateurs à l'Institut indien de météorologie de Pune (contrat à 102 M EUR), triplant la puissance de calcul actuelle du centre.

Le *Secretary* du Ministère des Sciences de la Terre (Ministry of Earth Science, MoES), M. Ravichandran, a annoncé lors d'un événement organisé le 24 mai que de nouveaux superordinateurs fournis par la société française Atos seraient installés cette année à l'Institut indien de météorologie tropicale de Pune. Cette annonce a été faite lors de la visite du nouveau ministre des sciences de la terre, M. Kiren Rijiju, au Centre national de prévisions météorologiques à moyen terme (NCMRWF) à Noida.

Les nouveaux superordinateurs devraient tripler la puissance de calcul actuelle pour atteindre 18 pétaflops (18×10^{15} calculs en virgule flottante par seconde) et aider à cartographier plus précisément la météo et les impacts du changement climatique.

Les nouveaux superordinateurs devraient coûter 102 M EUR et seront les superordinateurs civils les plus puissants de l'Inde une fois l'installation terminée. Le Ministère envisage de moderniser ses systèmes de calcul haute performance tous les 4 à 5 ans.

[En savoir plus](#)

Le cabinet ministériel de l'Inde a approuvé la deuxième édition de son programme d'incitation à la production domestique de matériel informatique, avec un budget de 2 Mds EUR.

Le cabinet ministériel de l'Inde a approuvé le deuxième volet du programme d'incitations à la production de matériel informatique (*production-linked incentive*), doté d'un budget de 2 Mds EUR. Ce programme s'adresse aux entreprises qui fabriquent en Inde des ordinateurs portables, des tablettes, des ordinateurs de bureau, des serveurs et des ordinateurs personnels de très petite taille ("ultra small form factors").

Les incitations fiscales dureront pendant six ans et les entreprises pourront choisir 2023, 2024 ou 2025 comme année de référence. Les entreprises sélectionnées bénéficieront d'incitations allant jusqu'à 5 % des ventes supplémentaires des biens produits en Inde par rapport à l'année de référence. Les incitations sont environ deux fois plus importantes que celles du premier volet du programme. La décision d'augmenter les incitations a été prise suite à l'incapacité de la première version du programme à attirer suffisamment d'investissements de la part des entreprises. Le programme prévoit également

une disposition spéciale pour les processeurs SOC conçus en Inde qui utilisent les microprocesseurs indigènes SHAKTI et VEGA.

Le ministère de l'électronique et des technologies de l'information prévoit des investissements d'environ 28 Mds EUR de la part des entreprises, la création de 75 000 emplois directs et une augmentation de 38 Mds EUR de la production industrielle.

Le fabricant d'électronique indien Dixon a déjà demandé à bénéficier du programme, tandis que d'autres entreprises, telles qu'Optimeus et HP, sont en train de l'évaluer.

[En savoir plus](#)

Airtel prévoit d'implanter en Afrique sa filiale Nxtra, spécialisée dans les centres de données.

Airtel est l'un des plus grands fournisseurs de services de télécommunications en Afrique, présent dans plus de 14 pays. L'entreprise a investi dans deux câbles sous-marins vers l'Afrique - 2Africa et Equiano - et prévoit d'installer cinq centres de données à grande échelle dès l'arrivée de ces câbles. Airtel possède déjà 40 centres de données en Afrique.

Actuellement, sa filiale Nxtra, une co-entreprise entre Airtel et la société d'investissement mondiale Carlyle Group, n'est présente qu'en Inde avec 12 grands centres de données et 120 centres de données périphériques. Airtel prévoit de l'implanter en Afrique. Nxtra est la première entreprise à utiliser des piles à combustible pour alimenter ses centres de données, en partenariat avec l'entreprise américaine Bloom Energy. L'entreprise commencera par utiliser du gaz naturel et passera à l'avenir à 50 % de piles à combustible à l'hydrogène.

L'Afrique représente un marché en pleine croissance pour les télécommunications pour les années à venir. Le nombre d'abonnés au haut débit mobile augmente rapidement et plusieurs grandes entreprises technologiques telles que Google, Amazon, Oracle et Microsoft y construisent déjà des centres de données. Dans le cadre de ses plans d'expansion mondiale, Airtel a récemment conclu un partenariat avec Bridgepointe, une

société américaine de conseil en technologie, qui proposera les produits et services d'Airtel aux entreprises qui se développent en Inde et en Afrique.

[En savoir plus](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique de New Delhi
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Delhi
110021, INDIA

Rédacteurs : Logan PASBEAU, Feli VISCO, Soana GRAVE, Camille DECHAVASSINE

Revu par : Marie KHATER, Marion VELUT

Pour s'abonner :



<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asiе-du-sud>